



S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

EDF SA

Un *lien* entre nous

#Infos **Flash**

#15 décembre 2021

Hausse des prix de l'électricité !

Un nouveau projet du gouvernement, délétère pour EDF et ses salariés !

CONSTAT

Depuis un trimestre, en Europe, zone géographique où le prix de l'électricité est malheureusement lié à celui du gaz, le prix journalier de la bourse de l'électricité s'envole : **les 200euros/Mwh sont atteints !**, mettant en très forte tension les acteurs devant s'y fournir.



Par ailleurs, le Tarif Régulé de Vente de l'électricité (TRV), le contrat de fourniture de la majorité des foyers (22 millions), devrait

de par sa formule de calcul actuelle, subir une très forte hausse en février 2022 (+26% vu les prix spot constatés actuellement). Hausse mécanique, injuste et scandaleuse puisque la France produit son électricité presque sans avoir besoin de

centrales électriques au gaz, grâce à son parc décarboné (nucléaire, hydraulique, éolien, solaire).

La **Cfdt** dénonce depuis deux décennies l'absurdité et le danger de la libéralisation européenne du marché de l'électricité.

Le mur de la réalité nous donne malheureusement raison avec le dérapage insensé du prix de l'électricité sur la bourse, banalisant l'électricité comme un produit ordinaire.

Nous redoutons la deuxième menace introduite par les idéologues et spéculateurs au début des années 2000, un black-out massif et meurtrier sur la plaque européenne.

La sidération actuelle autour des prix suffira-t-elle pour enfin ébranler les certitudes de ceux qui sont théoriquement en responsabilité de la sécurité électrique ? Nous l'espérons.



EDF SA

Un *lien* entre nous

#Infos Flash

ANALYSE DE LA Cfdt EDF SA



Les acteurs encore convaincus de la pertinence du modèle régulateur actuel annoncent depuis trois mois que la crise est « ponctuelle », bref la faute à pas de chance car trois paramètres ont eu le

mauvais goût de se conjuguer :

1. La flambée du prix du gaz qui formate celui de l'électricité puisque la formation des prix du marché spot se cale sur la dernière centrale gaz appelée pour assurer l'équilibre demande/offre,
2. La hausse du coût du CO2,
3. La reprise économique post Covid.

C'est vrai mais ils oublient volontairement de citer une cause bien plus profonde et passée sous silence, car elle signe la faute lourde de ceux pourtant payés pour anticiper : la fermeture continue depuis 20 ans, massive, non concertée entre pays européens, de capacités pilotables de production d'électricité.

Ainsi, la crise actuelle a certes des causes conjoncturelles, mais sa racine est idéologique. Nous assistons à la faillite de la libéralisation du marché européen de l'électricité. Elle n'a jamais été centrée sur la priorité climat et la défense des intérêts des clients finaux malgré les beaux discours, mais plutôt sur l'enrichissement rapide de lobbys puissants, bien informés, opportunistes, et massivement perfusés d'argent public.

PANIQUE A BORD

La commission européenne, assez ennuyée et encore incapable d'organiser en urgence une remise à plat de l'ubuesque système actuel consistant à adosser le prix de l'électricité sur celui d'une énergie fossile importée (le gaz) a renvoyé la patate chaude aux états « [trouvez vos solutions nationales ad'hoc pour gérer la flambée des prix](#) ».

Chaque pays bricole donc dans l'improvisation la plus totale pour essayer d'amortir le choc de la hausse de l'électricité, d'autant plus que c'est le fluide énergétique vers lequel on demande aux citoyens de basculer (véhicules électriques, pompes à chaleur).

En France, le gouvernement a décidé de délivrer 38 millions de chèques « indemnités inflation » de 100 euros pour nos concitoyens qui gagnent moins de 2000 €/mois, et de rajouter 100 euros au chèque énergie déjà reçu par 6 millions de familles aux revenus modestes, et aussi de limiter à 4%



maximum la prochaine hausse du Tarif Régulé de Vente de l'Electricité début février 2022. en renonçant à de recettes fiscales de l'Etat,

Hélas, la flambée des prix, loin d'être ponctuelle, continue crescendo, faisant exploser le coût de la promesse pour le budget de l'Etat, dont le déficit chronique se passerait bien d'une nouvelle hémorragie de recettes.

Ainsi la mesure (renoncement à une partie de la taxe TICFE) estimée à 4 milliards lors de son annonce, flambe à 5,6 milliards à mi-octobre, puis 8 milliards, puis actuellement beaucoup plus... à tel point que la suppression pure et simple de la taxe TICFE (8 milliards) ne suffirait plus à contenir la hausse du TRV à +4% maxi.

Inutile de faire un dessin, c'est la panique à bord à Bercy, à Matignon, à l'Elysée, la tuile pas prévue à 4 mois des élections !



EDF SA

Un *lien* entre nous

#Infos **Flash**

Dès lors comment enjamber la présidentielle, comment faire pour que les Français ne subissent pas une hausse européenne terrible du prix de l'électricité, et ne soient pas en colère face à cette hausse incompréhensible, puisque la France est largement autoportante en production électrique.

Notons que la Commission de Régulation de l'Energie, la CRE (400 millions d'euros de budget depuis sa création) propose son aide pour trouver comment sortir de l'ornière, trop aimable... mais c'est un peu tard non ?

EDF, VARIABLE D'AJUSTEMENT SACRIFICIELLE UNE FOIS DE PLUS ?



Ces derniers jours, tout indique que le gouvernement compte activer la mesure scélérate votée

discrètement (en plein cœur de l'été...) par des députés pourtant normalement soucieux du service public : **Imposer à EDF de céder non pas 100 TéraWattheures à prix « cadeau » à ses concurrents, mais 150 Twh !**

Pourquoi ce serait une très mauvaise mesure, de l'enfumage à la petite semaine qui ne ferait pas honneur à la politique :

- La mesure reviendrait à transférer massivement encore plus d'argent public vers des intérêts privés,
- La mesure permettrait à des acteurs déficients, incompetents (tel le fournisseur qui vient de faire faillite) de prospérer, en totale distorsion des règles de concurrence loyale,
- 100 Twh c'est déjà énorme, d'autant plus depuis que EDF a été contraint de fermer Fessenheim (1800 MW perdus alors que la demande en électricité va croissante...), et depuis qu'EDF a engagé le pertinent grand carénage de son parc nucléaire, qui induit des arrêts pour maintenance et renforcement plus longs,

- Livrer 50 Twh de plus à ses concurrents donc 150Twh, soit quasi ... la moitié ! de sa production nucléaire induirait une perte de sens au travail pour les salariés EDF qui œuvrent au quotidien pour et dans les CNPE. Finalement ils travailleraient un jour sur deux pour... les concurrents de leur entreprise ... complètement délirant !
- Monter à 150 TWh l'obligation de fourniture génèrerait une tension interne énorme lors de chaque arrêt fortuit qui grèverait alors la part de production nécessaire à EDF pour honorer ses propres clients. Syndicalement nous ne pouvons pas accepter cette hausse fatale des risques psycho-sociaux,
- La perte de recettes induite pour EDF mettrait en grand péril la reconquête de l'excellence industrielle enfin en passe d'être reconsolidée, par les nécessaires embauches, la légitime reconnaissance salariale, les plans d'investissements dans le solaire, l'éolien et l'hydrogène,
- Pour sécuriser son modèle économique, ses nécessaires investissements, EDF la production 2022, 2023 est donc en partie déjà prévenue. Comment revenir sur des engagements si le gouvernement impose la perte brutale de sa production qu'EDF croyait pouvoir comme toute entreprise, contracter avec ses clients ?

Comment croire en une promesse de trouver des dispositions compensatoires pour EDF en 2023 de la part d'un gouvernement envisageant un aussi scandaleux mauvais coup à une entreprise publique, juste pour masquer un problème le temps d'enjamber une élection ?

SUGGESTIONS ALTERNATIVES



Plutôt que de mettre à genoux une entreprise qui vient de faire honneur au service public durant la crise Covid, Les dirigeants

doivent assumer leur promesse de limitation de la hausse à 4% TRV en abaissant non seulement la TICFE, mais aussi la TVA. La Cfdt milite depuis des années pour que la TVA soit ramenée à 5,5% sur la première tranche incompressible de consommation d'électricité.

- **Les dirigeants doivent arrêter de perfuser artificiellement la concurrence déloyale** qui n'a pas jugé nécessaire de s'impliquer dans la production alors qu'ils sont pourtant soutenus massivement. Des fournisseurs imprévoyants n'ont pas assez d'ARENH pour continuer à prospérer sur le dos du service public, ils doivent acheter cher l'électron qu'ils ne produisent pas, et alors ? qu'ils assument leur modèle factice !
- **Les dirigeants doivent anticiper les problèmes au lieu de les affronter dans l'urgence.** Cela fait plus d'un an que l'intersyndicale EDF demande un travail de remise à plat du marché électrique sous l'égide du commissaire au plan.
- **Au lieu d'augmenter le volume ARENH pillé à EDF, il faut déjà revaloriser son prix bradé.** Et surtout, face à la faillite du cadre européen, les dirigeants doivent faire en sorte que l'électron décarboné bon marché français, profite prioritairement aux français. Il faut prendre acte de l'inadaptation révélée du cadre réglementaire européen et décider unilatéralement de mesures nationales conservatoires, sans craindre une mise en demeure que la

commission serait bien en peine de motiver.

- **Il faut arrêter de tergiverser** autour du nucléaire neuf, restaurer les marges nationales de production dégradées depuis la fermeture politique de Fessenheim, sécuriser les passages hivernaux, et restaurer les indispensables marges de manœuvre électrique excédentaires en France sans écouter les commissions, comités, instituts, experts qui se sont toujours trompés en sous estimant les besoins électriques futurs du pays. La vraie et saine solidarité avec nos voisins, c'est de pouvoir leur vendre de l'électricité à prix raisonnable s'ils en ont besoin, après avoir satisfait la demande des français.
- **Il faut favoriser les contrats longs terme** directement entre producteurs et consommateurs, sans intermédiaires (bourse, fournisseur vitrine opportuniste) alourdissant inutilement la chaîne de valeur entre production et consommation d'un électron.
- **Il faut être plus rigoureux** quant au modèle économique des fournisseurs dits alternatifs, parfois purs opportunistes abandonnant en rase campagne leurs clients, et les sanctionner sévèrement les déviations commerciales et la publicité agressive et mensongère, ce harcèlement qui épuise les français.
- **Il faut agir** avant que ce soit une association de défense des consommateurs qui aille utilement en justice faire respecter leurs droits.

Pour résumer : Les dirigeants doivent faire le ménage dans leurs certitudes et sur la chaîne de valeur de l'électricité, et le consommateur s'en portera mieux.

APPEL AUX DIRIGEANTS POLITIQUES

La **Cfdt EDF SA** demande aux dirigeants politiques encore en responsabilité pour quelques mois de ne pas prendre de mesures délétères pour EDF en fin de mandat.

Dans quelques semaines, la publication des programmes électoraux permettra d'évaluer qui propose vraiment, au-delà des mots :

- de restaurer un système électrique français robuste, au service des français, et aussi contributeur de la stabilité d'un système électrique européen recalé sur les fondamentaux d'indépendance énergétique et technologique, abondance électrique pour décarboner et réindustrialiser, avec un coût raisonnable pour le consommateur final.

La **Cfdt** continuera à être force de propositions et attentive sur ces nombreux sujets.

N'hésitez à prendre contact avec vos délégués syndicaux pour échanger sur notre analyse et partager votre avis.